



Bruxelles, le 11 novembre 2019
(OR. en)

13398/19

JEUN 114
EDUC 449
SPORT 100
EMPL 561
SOC 741
DIGIT 166
SUSTDEV 163
CLIMA 295
ENV 914

NOTE

Origine: la présidence
Destinataire: Comité des représentants permanents/Conseil

Objet: Une vision pour l'animation socio-éducative en Europe - changement climatique, jeunesse et animation socio-éducative
- *Débat d'orientation*
(*Débat public en application de l'article 8, paragraphe 2, du règlement intérieur du Conseil*)
[Proposé par la présidence]

Après avoir consulté le groupe "Jeunesse", la présidence a élaboré le document de réflexion ci-joint, qui est présenté pour servir de base au débat d'orientation auquel le Conseil "Éducation, jeunesse, culture et sport" procédera lors de sa session des 21 et 22 novembre 2019.

Conseil "Éducation, jeunesse, culture et sport"

Bruxelles, 21 et 22 novembre 2019

- Débat d'orientation sur la jeunesse -

"Une vision pour l'animation socio-éducative en Europe - changement climatique, jeunesse et animation socio-éducative"

- Document de réflexion de la présidence -

1. La crise climatique, le problème mondial le plus urgent

Dans son rapport spécial de 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a fortement souligné que le réchauffement climatique devrait être limité à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle afin d'éviter les conséquences les plus graves du changement climatique.

En mai 2019, l'ONU a publié un rapport sur l'évaluation mondiale de la biodiversité, dans lequel il est affirmé que le monde est "averti", avec un million d'espèces qui sont menacées d'extinction, ce qui est également lié au changement climatique. En 2019, le GIEC a publié des rapports spéciaux sur le changement climatique et les terres émergées et sur l'océan et la cryosphère. Au cours des dernières années, le sujet du changement climatique s'est hissé au premier plan de la prise de conscience du public et des programmes politiques dans le monde.

2. Le changement climatique, une priorité essentielle de l'Union européenne

L'Union européenne a constamment plaidé en faveur d'une approche toujours plus ambitieuse pour atténuer les effets du changement climatique et, aujourd'hui, la prévention des effets dangereux du changement climatique est l'une de ses principales priorités. Elle a fixé des objectifs pour 2030 en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'accroître la consommation d'énergie renouvelable ainsi que l'efficacité énergétique. Les principales mesures de l'UE combinent soutien financier et réglementation. D'après la dernière enquête Eurobaromètre, les jeunes considèrent que les principales priorités de l'UE pour les années à venir devraient être la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, ainsi que l'éducation et la formation, et la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales.

Dans le domaine de la jeunesse, le changement climatique a été mentionné dans la communication de la Commission sur une nouvelle stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse pour la période 2019-2027. La Commission souhaitait que la stratégie puisse "fournir [aux jeunes] les compétences de la vie courante essentielles leur permettant de faire face à un monde en pleine mutation" et "accorder une attention particulière" aux jeunes en tant que parties prenantes locales et mondiales, remarquant que "les jeunes s'engagent à relever les défis mondiaux, en particulier les objectifs de développement durable". Bien que la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse pour la période 2019-2027 ne contienne pas de recommandations spécifiques quant au rôle de la jeunesse en ce qui concerne le changement climatique, elle a pour objectif "d'encourager les jeunes et de leur fournir les ressources nécessaires pour qu'ils puissent devenir des citoyens actifs". Les objectifs pour la jeunesse européenne, qui font partie intégrante de la stratégie et devraient être une source d'inspiration pour les décideurs politiques de l'UE, reconnaissent que "la société doit agir contre le changement climatique et les menaces environnementales croissantes".

3. Les jeunes: les premiers à passer à l'action

Il est intéressant de constater que, comme pour bien d'autres changements sociétaux, ce sont les jeunes qui ont été les premiers à faire entendre leur voix.

Ainsi, des jeunes ont lancé des campagnes de grèves pour le climat, les "vendredis pour l'avenir" (Fridays for future), en 2018, plusieurs mois avant la publication du rapport spécial du GIEC en octobre 2018. Les grèves des jeunes en faveur du climat ont rapidement gagné du terrain dans le monde entier, et ont commencé à susciter l'attention des médias. Contre toute attente, ces manifestations, loin de s'essouffler, ont attiré de plus en plus de jeunes dans les rues. Les grèves pour le climat de septembre 2019 ont rassemblé entre 6 et 8 millions de manifestants et se sont déroulées dans 4 500 endroits situés dans 150 pays à travers le monde. La sensibilisation du public au changement climatique est plus forte que jamais et le nombre de débats politiques à ce sujet atteint des sommets historiques, en particulier au sein de l'UE.

Les initiatives des jeunes en ce qui concerne le changement climatique illustrent parfaitement la façon dont les jeunes ont contribué à faire progresser les priorités politiques et à élargir le champ d'application de l'animation socio-éducative. La situation qui en résulte suscite de nouvelles questions et considérations en tous genres.

4. *L'enseignement à tirer de l'activisme des jeunes en faveur du climat*

Il est certain que l'activisme des jeunes en faveur du climat est un phénomène qui mérite réflexion, notamment du point de vue de l'animation socio-éducative. Il faut examiner avant tout quel type d'obligation ou de message est transmis à la société et aux décideurs par le fait qu'un grand nombre de jeunes réclament de façon persistante, et avec une énergie incroyable, des politiques plus strictes en matière de climat. Dans de nombreux pays, leurs voix ont été écoutées et les politiciens et décideurs ont félicité les jeunes, considéré que leurs revendications étaient légitimes et promis de promouvoir la lutte contre le changement climatique; même si, dans l'ensemble, ce sujet divise encore les citoyens et la classe politique. Mais l'encouragement politique n'est pas forcément suffisant: bien que les gens puissent apprécier et comprendre les préoccupations des jeunes, lorsque vient le moment de faire réellement des sacrifices, par exemple dans la vie quotidienne ou dans la façon de gérer des entreprises, il ne se passe pas nécessairement grand-chose. Cela est lié à ce qui constitue peut-être l'essence même de l'animation socio-éducative: motiver les jeunes à être des citoyens actifs et leur donner les raisons de croire en la participation. Les jeunes grévistes ont mis beaucoup d'énergie et d'espoir dans leur action, mais si ils ont l'impression que cela ne débouche sur rien, la confiance qu'ils placent dans la citoyenneté active risque d'être sérieusement entamée.

5. *Vers un renouvellement des méthodes et de l'éducation*

Compte tenu de l'expérience acquise en ce qui concerne le changement climatique et l'activisme politique des jeunes, l'animation socio-éducative devrait répondre aux préoccupations des jeunes liées au climat, tout en notant leurs divergences d'opinion. Étant donné que l'animation socio-éducative permet d'approcher des jeunes de milieux divers, elle pourrait les encourager à s'intéresser au changement climatique et à la prise en compte de l'environnement. Les animateurs socio-éducatifs devraient être en mesure de parler du changement climatique et être conscients des effets que celui-ci a sur la vie humaine et l'environnement. Il ne s'agit pas uniquement de soutenir les jeunes qui sont déjà actifs, mais aussi de promouvoir l'esprit critique et la créativité, ainsi que les droits de l'homme, les valeurs démocratiques et la citoyenneté active, tout en conceptualisant à nouveau et en redécouvrant peut-être les pratiques existantes en matière d'animation socio-éducative.

Il existe déjà de nombreuses méthodes d'animation socio-éducative pour l'éducation dans le domaine de la nature et de l'environnement, ainsi que des ONG spécialisées dans ce domaine. L'éducation par l'aventure et en extérieur est depuis longtemps proche de l'animation socio-éducative. Des centres pour les jeunes orientent leurs activités vers l'éducation à l'écologie. Au vu de la situation actuelle, avec de plus en plus de jeunes qui abordent le sujet avec les animateurs socio-éducatifs, il serait raisonnable de mettre en commun les connaissances dont nous disposons sur les pratiques et de s'impliquer, avec l'aide des jeunes, en vue de développer de nouvelles activités et méthodes de travail.

Une autre question concerne l'organisation de la formation et de l'éducation des animateurs socio-éducatifs afin de leur permettre de répondre aux attentes des jeunes. Cette nouvelle situation ouvre des possibilités pour le renouvellement de l'éducation. La transition vers un monde plus durable ne peut se faire que si nous ne perdons pas l'espoir de trouver des solutions de rechange. L'utilisation active des médias numériques par les jeunes (médias sociaux, art, vidéo) offre la possibilité d'obtenir une nouvelle imagerie en lien avec le climat, permettant de sensibiliser aux effets du changement climatique et proposant des solutions pour le contrer.

6. *Tirer des enseignements des nouvelles formes de citoyenneté active des jeunes*

Les grèves scolaires en faveur du climat attestent de l'émergence de nouvelles formes témoignant de la capacité d'agir des jeunes. Cette initiative n'est pas une organisation de jeunesse ni un parti politique de jeunes, elle n'est pas organisée dans le cadre de l'animation socio-éducative, et il ne s'agit ni de la conspiration d'un petit groupe, ni d'un événement ponctuel pour la jeunesse. Les grèves des étudiants montrent que si les jeunes sont suffisamment motivés, ils trouvent des moyens de s'exprimer. Au vu de l'action des jeunes pour le climat, il serait utile, pour les personnes associées à l'animation socio-éducative, de réfléchir sur leurs propres activités et méthodes, ainsi que de déterminer quelles mesures sont nécessaires pour compléter les modèles de participation existants des représentants des jeunes, afin qu'elles soient adaptées aux nouvelles formes de citoyenneté active qui émergent parmi les jeunes.

7. *Le changement climatique dans le cadre de l'animation socio-éducative: un défi transsectoriel*

Le changement climatique est un grand problème de société, qui couvre aussi bien le secteur public que le secteur privé, ainsi que la société civile. La question d'une politique transsectorielle de la jeunesse figure depuis très longtemps à l'ordre du jour dans le domaine de la jeunesse, et elle est mise en avant dans la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse pour la période 2019-2027.

La coopération transsectorielle en ce qui concerne le changement climatique doit se faire au moins à trois niveaux: européen, national et local. Au sein de l'UE, il est possible de mettre en lien des initiatives en matière de lutte contre le changement climatique prises dans le domaine de la jeunesse avec des initiatives prises ailleurs à cet égard. Au niveau du gouvernement, toute activité en matière de politique de la jeunesse dans le domaine du changement climatique devrait être mise en relation avec les plans d'action généraux respectifs. Compte tenu du fait que la coopération transsectorielle semble être plus efficace au niveau local, il serait souhaitable de créer des activités de lutte contre le changement climatique qui établissent des liens entre les jeunes, l'animation socio-éducative, d'autres secteurs pertinents (comme celui de l'enseignement), des organisations de protection de l'environnement, des organisations de jeunesse et des sociétés privées intéressées. En ce qui concerne l'animation socio-éducative au niveau municipal, les services pour la jeunesse ont la possibilité d'agir en tant que médiateurs entre les jeunes, leurs actions et les décideurs. Les jeunes expriment souvent leurs préoccupations en dehors des structures établies de la démocratie représentative, à travers les médias sociaux, des communautés numériques, l'expression créative, la musique ou des mouvements collectifs (comme des grèves des étudiants), ce qui pourrait également nécessiter une médiation supplémentaire.

8. *Questions destinées à alimenter le débat*

Compte tenu de ce qui précède, les ministres sont invités à réfléchir à une ou plusieurs des trois questions suivantes (trois minutes maximum de temps de parole):

- 1) *Comment pouvons-nous renforcer les capacités de l'animation socio-éducative à répondre aux défis émergents auxquels font face les jeunes dans le contexte du changement climatique?***
- 2) *Comment l'animation socio-éducative pourrait-elle soutenir les jeunes dans le cadre de leur activisme en faveur du climat et en vue de construire un avenir durable?***
- 3) *Le changement climatique est un défi transsectoriel. Comment le secteur de la jeunesse peut-il agir en tant que partenaire dans le cadre d'une coopération transsectorielle?***